

République Française  
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

<b>Direction générale de l'alimentation (D.G.A. L)</b> Sous direction de la qualité et de la protection des végétaux 251, rue de Vaugirard 75732 PARIS Cedex 15	<b>Direction des politiques économique et internationale (D.P.E.I.)</b> <b>Sous-direction des cultures et Produits végétaux</b> <b>Bureau des fruits et légumes, de l'horticulture et des productions végétales spéciales</b> 3, rue Barbet de Jouy 75007 PARIS
<b>Circulaire du 22 MARS 2001</b>	<b>DPEI/SPM/C2001-4012</b> <b>DGAL/SDPV/C2001-8003</b>

Le Ministre de l'Agriculture et de la pêche

à Mesdames et Messieurs les Préfets

**CIRCULAIRE**

Objet : **Mise en œuvre des mesures d'indemnisation dans le cadre de la lutte contre la Sharka sur les arbres fruitiers.**

Date d'application : **immédiate**

*Cette circulaire annule et remplace la*  
**Circulaire n° DPEI/SPM/C2000-4017 / DGAL/SDPV/C2000-8010**

*La **sharka** est une maladie virale des arbres fruitiers à noyau (pêchers, abricotiers, pruniers...), présente dans le sud-est de la France depuis de nombreuses années. Les mesures d'arrachage des vergers contaminés ont permis, jusqu'à ces dernières années, d'endiguer le fléau.*

*Cependant la mise en évidence d'une souche de ce virus ("**Markus**"), caractérisée par une grande aptitude à la dissémination par les vecteurs (pucerons) a conduit les pouvoirs publics à prendre, depuis 8 ans, des mesures exceptionnelles d'arrachage d'arbres fruitiers contaminés dans les régions touchées ((Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes et Provence -Alpes- Côte d'Azur).*

**Résumé** : Les mesures concernant la lutte contre la sharka, assorties d'une aide financière de l'Oniflor sont reconduites pour l'année 2001, selon les modalités figurant ci-après. Les zones concernées sont essentiellement **Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes et Provence- Alpes- Côte d'Azur.**

***Plan de diffusion***

<b><u>Pour exécution</u></b>	<b><u>Pour information</u></b>
Mmes et MM. les Préfets de région les Préfets de département les DRAF les DDAF les Chefs de SRPV M le Directeur de l'ONIFLHOR M le DPEI Mme la directrice de la DGAL	M. le Président de la Fédération Nationale des Producteurs de Fruits. MM. les Présidents des Comités de bassin M. le Contrôleur d'Etat DGA- DAF FELCOOP FNSEA CNJA Confédération Paysanne Le Président du Coperci

## **1° PROSPECTION**

Les DRAF, Directions Régionales de l'Agriculture et de la Forêt (service de la protection des végétaux) avec l'appui des Fédérations régionales de lutte contre les ennemis des cultures (FREDEC) sont chargées de la mise en œuvre de la prospection de la Sharka qui nécessite des moyens matériels et financiers importants.

L'Oniflor participe financièrement à l'effort entrepris par le biais de conventions particulières avec les FREDEC des régions Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

## **2° INDEMNISATION POUR L'ARRACHAGE DES VERGERS**

L'indemnisation concerne les vergers contaminés par les souches "Markus" et "Dideron" du virus de la Sharka ; elle est réservée aux arrachages "d'arbres isolés", d'une part, et dans certains cas particuliers, aux arrachages de parcelles complètes, d'autre part.

### ***A) Arrachage "d'arbres isolés" contaminés***

Les pêchers et abricotiers reconnus contaminés par la direction régionale de l'agriculture et de la forêt (service de la protection des végétaux) doivent être **arrachés sans délai**. Une attestation de destruction délivrée par ce service fera état du nombre d'arbres, de la variété, de la densité de plantation, de l'âge et de la référence cadastrale.

L'âge de la plantation pourra être déterminé, si besoin est, à l'aide de la facture d'achat des plants ou sur la base de l'inventaire du verger.

Une indemnisation sera allouée, d'un montant déterminé en fonction de l'âge de l'arbre selon le barème suivant.

Le cumul des indemnisations d'arbres isolés arrachés au cours des années précédentes ne pourra excéder les montants figurant ci-dessous.

<b>Age des arbres</b>	<b>Montant de l'indemnité</b>	<b>Montant maximum des indemnisations successives</b>
1 an (2ème feuille)	15,20 Euro/arbre (99,71 Francs)	4.570 Euro/Hectare (29.977,23 Francs)
2 ans (3ème feuille)	19,10 Euro/arbre (125,29 Francs)	5.340 Euro/Hectare (35.028,10 Francs)
3 ans (4ème feuille)	22,90 Euro/arbre (150,21 Francs)	6.860 Euro/Hectare (44.998,65 Francs)
de 4 à 9 ans (5ème à 10 <sup>ème</sup> feuille)	24,40 Euro/arbre (160,05 Francs)	8.380 Euro/Hectare (54.969,20 Francs)
10 ans (11ème feuille)	19,10 Euro/arbre (125,29 Francs)	6.860 Euro/Hectare (44.998,65 Francs)
11 ans (12ème feuille)	15,20 Euro/arbre (99,71 Francs)	5.340 Euro/Hectare (35.028,10 Francs)
12 ans et plus (13ème feuille et plus)	7,60 Euro/arbre (49,85 Francs)	4.570 Euro/Hectare (29.977,23 Francs)

L'octroi de l'indemnisation pour l'arrachage d'arbres contaminés par le virus de la sharka est conditionné au respect du délai prescrit par la direction régionale de l'agriculture et de la forêt, Service de la protection des végétaux ( DRAF, SRPV).

En cas de détection sur fleur, feuille ou fruit, ce délai ne pourra excéder deux semaines. En cas de dépassement du délai de deux semaines, le montant de l'indemnisation sera réduit de moitié. Si ce délai dépasse un mois aucune indemnisation ne sera octroyée.

En cas de détection sur rameau, ce délai pourra être modulé par la DRAF (SRPV). Les pénalisations pour dépassement du délai seront appliquées de façon analogue au point précédent.

### ***B) Arrachage de parcelles contaminées***

Lorsque le taux des sujets contaminés par le virus de la sharka dépasse 10 % des arbres de la parcelle, il est préférable pour des raisons sanitaires et économiques d'arracher cette parcelle et, le cas échéant, de la renouveler. Celle-ci devra être assainie par arrachage de la totalité des arbres présents. L'opération sera effectuée **au plus tard, sitôt la récolte des fruits effectuée.**

Par extension, lorsque les arrachages successifs d'arbres isolés, réalisés au cours des années précédentes ont conduit à la destruction d'au moins 10 % des arbres d'une parcelle, la même démarche est aussi conseillée.

Les parcelles arrachées dans ce cadre bénéficieront d'une indemnité d'un montant modulable selon l'âge de la plantation, calculée selon le barème ci-dessous.

<b>Age de la plantation</b>	<b>Indemnité d'arrachage</b>
1 an (2ème feuille)	4.570 Euro/Hectare (29.977,23 Francs)
2 ans (3ème feuille)	5.340 Euro/Hectare (35.028,10 Francs)
3 ans (4ème feuille)	6.860 Euro/Hectare (44.998,65 Francs)
de 4 à 9 ans (5ème à 10 <sup>ème</sup> feuille)	8.380 Euro/Hectare (54.969,20 Francs)
10 ans (11ème feuille)	6.860 Euro/Hectare (44.998,65 Francs)
11 ans (12ème feuille)	4.570 Euro/Hectare (29.977,23 Francs)
12 ans et plus (13ème feuille et plus)	3.810 Euro/Hectare (24.991,96 Francs)

Le montant de l'indemnité d'arrachage de parcelles est fixé pour une densité moyenne de 500 arbres/ha. Ainsi, lorsque la densité de plantation (*déduction faite des arbres arrachés et indemnisés*) constatée au moment de l'arrachage de la parcelle sera inférieure à 500 arbres/ha, l'indemnité sera calculée au prorata de la densité réelle constatée au moment de l'arrachage.

Le versement de l'aide interviendra dès que l'arrachage (*réalisé conformément aux dispositions prévues au par. 4 de la présente circulaire*) aura été constaté par les services de la protection des végétaux.

**Les parcelles atteintes par la sharka**, nécessitent, avant replantation éventuelle de celles-ci, le maintien d'un vide sanitaire qui constitue une précaution utile. Ainsi une deuxième indemnité égale à la première sera versée au producteur à l'issue d'une campagne après l'arrachage et après constat par les services de la protection des végétaux que la parcelle n'a pas été replantée d'une des espèces sensibles à la sharka et qu'elle est en outre toujours exempte de rejet bois ou souche d'une de ces espèces. Cette deuxième indemnité n'est versée qu'aux exploitants toujours en activité et qui s'engagent à le rester pendant au moins trois ans après l'arrachage. Elle ne sera définitivement acquise que si cet engagement est respecté.

### **3° ) AIDES COMPLEMENTAIRES POUR LES EXPLOITATIONS LES PLUS FRAGILISEES PAR LA SHARKA**

L'obligation d'arrachage visée ci-dessus peut entraîner des conséquences sérieuses pour des exploitations significativement concernées et parfois déjà en situation difficile.

Par analogie avec le régime des calamités agricoles, les exploitations dont au moins 25 % de leur superficie en verger de pêcher présente sur l'exploitation la dernière année connue est contaminée à plus de 10 % des arbres et dont les parcelles atteintes représentent plus de 14 % du chiffre d'affaires de la dernière année connue peuvent bénéficier d'une aide exceptionnelle d'un montant de **3050 Euro/Hectare (20.006.69 Francs)** en cas de replantation, dans la limite des surfaces de parcelles arrachées dans le cadre de cette circulaire, et dans un délai maximum de trois ans après la parution de cette circulaire. L'imprimé annexé à la présente circulaire devra être dûment visé et joint à la demande de paiement.

Pour ce qui concerne les replantations, l'usage de matériel certifié devra être privilégié. En cas d'indisponibilité, l'arboriculteur devra utiliser des plants offrant une garantie sanitaire optimale. Les variétés plantées devront figurer dans les listes arrêtées annuellement par les Sections Nationales « Produit ».

Cette mesure est justifiée par la nécessité de soutenir et généraliser l'effort de lutte contre la sharka dans les exploitations les plus touchées, tout en réduisant pour elles le risque de déséquilibre économique.

**Cette aide**, destinée à conforter l'assainissement des vergers infestés, **n'est pas exclusive pour les arboriculteurs membres de l'Organisation Economique**, telle que définie dans la circulaire DPE/SPM/C98-4042 du 8 décembre 1998, de toute aide à laquelle ils pourraient être éligibles par ailleurs, notamment en matière de rénovation du verger.

#### **4°) ENGAGEMENTS DE L'EXPLOITANT**

Le versement des aides prévues par la présente circulaire est conditionné au respect par l'exploitant, de la réglementation sanitaire en vigueur et notamment de l'obligation d'arrachage dans la limite des délais prescrits, et d'un parfait assainissement de la parcelle, excluant tout rejet ou repousse.

Les replantations de pêcheurs ou d'autres espèces fruitières devront être réalisées conformément aux prescriptions de la circulaire DPE/SPM/C98-4042 du 8 décembre 1998.

Le non-respect par les bénéficiaires, des dispositions prévues par la présente circulaire ou des dispositions légales de lutte contre la sharka entraînera le remboursement immédiat et intégral des subventions perçues.

#### **5° MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS FINANCIERES**

Les demandes d'indemnisation seront instruites par les directions départementales de l'agriculture et de la forêt en liaison avec les directions régionales de l'agriculture et de la forêt (services de la protection des végétaux) et transmis à l'Oniflhor, le financement étant pris en charge par l'Office **dans la limite des crédits disponibles**.

Le versement des indemnités prévues par la présente circulaire est effectué par virement bancaire sur le compte du bénéficiaire.

Les demandes, accompagnées d'un Relevé d'Identité Bancaire, et validées par la DDAF, feront état, de façon distincte, par exploitation, du ou des constats datés de contamination de parcelle(s), et par parcelle, du nombre d'arbres à arracher, du nombre d'arbres réellement arrachés individuellement et de la date de réalisation de ces engagements, et :

- **Pour les arbres isolés :**

- des montants susceptibles d'être attribués.

- **Pour les arrachages de parcelles :**

- 1<sup>ère</sup> année**

- des surfaces (en ha) arrachées,
  - de la densité réelle de la parcelle (*déduction faite des arbres arrachés et indemnisés*) au moment de l'arrachage,
  - des montants susceptibles d'être attribués.

- 2<sup>ème</sup> année**

- du constat des services de la protection des végétaux, du respect du vide sanitaire prévu au par. **2° B** de la présente circulaire,
  - des montants susceptibles d'être attribués.

Les indemnités d'arrachage d'arbres isolés visent les opérations réalisées, au plus tôt, le **1<sup>er</sup> janvier 2001** et au plus tard, **avant le 31 décembre 2001**, les demandes devant parvenir au plus tard à l'Oniflor avant le 31 mai de l'année suivante.

Les demandes d'indemnisation pour l'arrachage total de parcelles réalisé conformément aux directives de cette circulaire, visent l'arrachage de parcelles réalisé au plus tôt en 2001, et au plus tard après la récolte 2001, les demandes devant parvenir à l'ONIFLHOR avant le 31 mai de l'année suivante.

Dans la limite du budget disponible, les opérations de replantation prévues au paragraphe 3 bénéficieront après réalisation, dans un délai maximum de trois ans après parution de cette circulaire, des indemnités prévues au même paragraphe.

#### **6° INDEMNISATIONS DES VERGERS DONNEURS DE GREFFONS**

Lorsqu'un verger de « **donneurs de greffons** » est directement exposé à des risques de contamination provenant des plantations voisines atteintes par la sharka, et que les services de la protection des végétaux ont préconisé l'arrachage de la parcelle intéressée, le pépiniériste concerné pourra bénéficier d'une indemnisation de l'Oniflor, dans les conditions suivantes :

Les demandes d'indemnisation déposées par les pépiniéristes devront être accompagnées d'un plan de re-localisation de leur pépinière vers un emplacement non exposé à la contamination. Après agrément de ce plan, adapté à la situation particulière de chaque pépiniériste, les services de la protection des végétaux transmettront à l'Oniflor, pour paiement, les demandes d'indemnisation.

L'indemnisation d'arrachage, exclusivement réservée aux vergers « **donneurs de greffons** » est fixée à 17.200 Euro/Hectare (130.024,60 Francs), elle est versée par l'Oniflor, par virement bancaire aux pépiniéristes concernés.

#### **7° SUIVI DU PROGRAMME**

Les DRAF (service de la protection des végétaux), avec l'appui des FREDEC, sont chargées de définir les mesures techniques à mettre en œuvre pour réduire efficacement la dissémination des maladies.

Elles veilleront à assurer la plus large information sur les mesures prises, qu'elles soient techniques ou financières, pour assainir la situation ainsi que tout moyen permettant de surveiller l'état sanitaire des vergers.

En outre, elles sont également chargées de faire, périodiquement, le bilan des actions entreprises.

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche

Jean GLAVANY

## LUTTE CONTRE LA SHARKA

### Demande de paiement de l'aide exceptionnelle à la replantation

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Localité : .....

### DESCRIPTIF SOMMAIRE DE L'EXPLOITATION

A la date du 1<sup>er</sup> janvier ..... (dernière année connue)

Superficie Agricole Utile de l'exploitation : ..... Hectares

Superficie totale du verger de l'exploitation : ..... Hectares

Dont pêcher : ..... Hectares (joindre un plan parcellaire)

Surfaces contaminées à plus de 10 % : ..... Hectares

**Soit : ..... % du verger de pêcher de l'exploitation**

Chiffre d'affaires de l'exploitation au 1<sup>er</sup> janvier ..... (dernière année connue) : ..... Francs

Montant estimé de la perte : ..... Francs

**Soit : ..... % du chiffre d'affaires de l'exploitation**

Demande à bénéficier de l'aide exceptionnelle de 20.000 F/Ha. pour la replantation de ..... Ha. de ..... correspondant aux superficies des parcelles arrachées et indemnisées dans le cadre de la circulaire relative à la lutte contre la Sharka.

A ..... le .....

**Signature du demandeur**

A ..... le .....

**Visa de la Direction Régionale de l'Agriculture  
et de la Forêt**